



## Déclaration Liminaire de la FNEC FP-FO à la F3SCT de la Haute Garonne du 18 octobre 2023

Monsieur l'Inspecteur d'Académie,

Mesdames et Messieurs les membres de la F3SCT de la Haute-Garonne,

La réunion de notre formation spécialisée se tient quelques jours après l'assassinat de notre collègue Dominique Bernard, dans l'exercice de ses fonctions.

La FNEC FP-FO condamne cet assassinat et se joint aux messages de condoléances et de soutien adressés aux familles, aux proches, aux personnels et aux élèves de l'établissement. L'École publique doit être une enceinte protégée et ce genre d'évènements ne devrait pas s'y produire.

Comme à chaque fois qu'un acte similaire est perpétré, le président et son gouvernement en appellent à l'union nationale évacuant ainsi la question de la responsabilité de l'administration. Trois ans après l'assassinat de Samuel Paty, aucun enseignement n'a été tiré et on peut entrer dans un lycée avec une arme pour attaquer des agents ou à des élèves.

Suite à l'assassinat de Samuel Paty, tout a été fait par le ministre Blanquer pour empêcher le CHSCT de se réunir, et il aura fallu attendre 8 mois pour que l'enquête puisse commencer. La FNEC FP-FO ne peut que souhaiter que l'enquête sur l'assassinat de Dominique Bernard ne subisse pas le même sort.

Pour la FNEC FP-FO, le ministre doit mettre en œuvre tous les moyens pour assurer la protection des personnels, c'est sa responsabilité première. Cela passe par le recrutement massif de personnels dans toutes les catégories et l'arrêt des suppressions de postes. Cela passe par l'appui inconditionnel de notre hiérarchie quand un parent d'élève ou un élève nous menace ou tient des propos agressifs, et par celui du rectorat lorsqu'une protection fonctionnelle est demandée ou un droit de retrait exercé.

Enfin, cela passe également par le respect du statut et de la laïcité que le gouvernement n'a de cesse de dénaturer : les personnels n'ont pas à être utilisés pour relayer une idéologie d'Etat.

La laïcité, ce n'est pas diviser et stigmatiser.

La laïcité, c'est assurer la liberté de conscience et la neutralité de l'Etat.

Pour en venir à cette rentrée scolaire, le président Macron et le ministre Attal ont multiplié les annonces provocatrices, comme l'interdiction du port de l'abaya, qui sont à nos yeux au mieux des mesures de diversion pour détourner l'attention des véritables problèmes et du chaos de cette

rentrée, au pire des mesures qui attisent les divisions.

Partout, il manque des personnels : enseignants, administratifs, personnels de direction, AED, AESH, médecins de prévention... Ceux qui sont déjà en poste croulent sous le travail. On demande aux enseignants de travailler plus pour perdre un peu moins dans le cadre du Pacte, on prévoit de recourir aux AED pour assurer des heures de "Devoirs Faits" ou de RCD, les personnels de direction ont bien du mal à mettre en œuvre toutes les injonctions qui leur tombent dessus, le manque d'AESH malgré le nombre de notification pousse à leur demander de prendre en charge un nombre d'élèves bien au-delà du raisonnable...

Le président Macron a également indiqué qu'il faudrait que les collègues reprennent le 20 août pour s'attaquer selon lui à la difficulté scolaire, mais il oublie de mentionner que 2000 postes d'enseignants ont été supprimés en cette rentrée, qu'il prévoit d'en supprimer 2500 de plus à la rentrée prochaine, et que lors de son premier quinquennat 7500 postes ont été supprimés dans les lycées et les collèges. Pour la FNEC FP-FO, le meilleur moyen de s'attaquer à la difficulté scolaire est de rétablir ces postes. A l'inverse, le gouvernement poursuit ses réformes qui dégradent les conditions de travail des collègues : Pacte, loi 3DS, loi Rilhac, formation hors temps devant élève ou réforme de la voie professionnelle qui constitue un véritablement plan de licenciement à peine déguisé, pour ne citer que quelques-unes des contre-réformes.

Concernant le baccalauréat, nous prenons acte de la décision du ministre de repousser les épreuves de spécialités en juin mais cela ne répond pas aux revendications des collègues pour rétablir le bac comme premier grade universitaire. Cela nécessite l'abrogation de la réforme du baccalauréat, du lycée, et de Parcoursup et le retour à un bac national avec épreuves nationales, terminales, ponctuelles et anonymes.

Le ministre a également annoncé le décalage des épreuves du Brevet au 1er et 2 juillet avec une fin de session pour tous les examens au 11 juillet, ainsi que l'organisation pour chaque élève de seconde d'un stage en entreprise, dans une association ou un service public, d'une durée de deux semaines dans le cadre de "la reconquête du mois de juin". Pour la FNEC FP-FO, il ne s'agit pas pour le ministre de permettre aux élèves de seconde d'accéder à deux semaines de cours, il s'agit d'instrumentaliser les professeurs de lycée, contre leurs statuts, à organiser la garderie des élèves de seconde pendant la fin du mois de juin ! De plus, le ministre a oublié de préciser quelles mesures il comptait prendre pour éviter les températures caniculaires dans les salles. Un protocole chaleur ne fait pas baisser le thermomètre.

Enfin, le Président Macron a annoncé l'acte II de l'Ecole Inclusive lors de la conférence handicap. La FNEC FP-FO dénonce ces annonces. Il s'agit ni plus ni moins, au nom du dogme de l'inclusion scolaire systématique, que de remettre en cause le droit pour tous les élèves à pouvoir bénéficier d'un enseignement adapté. Pour notre organisation, le but de l'opération est de réduire les coûts, de s'en prendre à l'existence des structures et des postes spécialisées et aux missions des AESH avec la création des ARE. Il n'y a qu'à lire les registres SST pour se rendre compte que l'inclusion systématique est un échec, et que la seule issue qui soient bénéfique à tous, personnels comme élèves, c'est de renforcer l'enseignement spécialisé.

Alors que l'ensemble des organisations syndicales s'y opposent, le gouvernement persiste à vouloir passer en force son pacte qui institue de nouvelles missions toutes attentatoires au statut car instaurant une contractualisation et des horaires annualisés. Si le ministre souhaite permettre aux professeurs d'avoir une meilleure rémunération il n'a qu'à augmenter le point d'indice à minima à hauteur de l'inflation au lieu de proposer de travailler plus pour perdre un peu moins, dégradant ainsi les conditions de travail des collègues à qui on en demande toujours plus.

Quand on voit que le dernier budget de l'Etat prévoit 413 milliards d'euros en crédits de guerre ou que, plus proche de nous, le budget du pacte dans l'académie correspond à 1755 ETP d'enseignants, on ne peut que s'interroger sur les priorités du gouvernement. Il y a bel et bien de l'argent disponible, mais au lieu d'être utilisé pour améliorer les conditions de travail des personnels il est utilisé pour alimenter la barbarie et pour détruire l'école de la République.

Enfin, nous n'oublions pas que cette rentrée se fait avec les enseignants qui vont devoir travailler 2 ans de plus avec l'application de la réforme des retraites, passée en force au parlement. La FNEC FP-FO continue de demander le retrait de cette réforme qui constitue, entre autre chose, une dégradation majeure des conditions de travail.

Je vous remercie de votre écoute.